

Brochure n° 3031

**Convention collective nationale**

**IDCC : 897. – SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL INTERENTREPRISES**

**AVENANT DU 20 FÉVRIER 2019  
RELATIF À L'INDEMNISATION DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS  
ET DE REPAS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019**

NOR : ASET1950559M  
IDCC : 897

Entre :

PRESANSE,

D'une part, et

SNPST ;

FSS CFDT ;

FFASS CFE-CGC ;

CFTC santé sociaux,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnisation des frais de déplacement*

Les montants des indemnités kilométriques prévues à l'article 2.1 de l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas sont les suivants au 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

VÉHICULE automobile ou motocyclette de 5 CV fiscaux et moins et véhicule électrique	VÉHICULE automobile ou motocyclette de 6 et 7 CV fiscaux et plus	CYCLOMOTEUR (cylindrée inférieure à 50 cm <sup>3</sup> )	VÉLOMOTEUR (cylindrée de 50 à moins de 125 cm <sup>3</sup> )	VÉLO
0,42 €/km	0,45 €/km	0,25 €/km	0,31 €/km	0,25 €/km (*)
(*) L'indemnité kilométrique vélo est exonérée de cotisations sociales dans la limite de 200 € par an et par salarié.				

Toutefois, il est précisé à titre indicatif que le présent avenant à l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas ne libère pas les salariés et les services de santé au travail interentreprises des obligations résultant de la législation fiscale.

## **Article 2**

### *Indemnisation des frais de repas*

Le montant de l'indemnité de repas prévue à l'article 2.2 de l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas est fixé à 16,40 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, sous réserve du respect de la réglementation sociale et fiscale en vigueur en la matière.

## **Article 3**

### *Caractère impératif du présent avenant*

Il est rappelé que le présent avenant à l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas, lequel est indissociable de la CCN dont il constitue lui-même un avenant, a un caractère impératif, et que, par conséquent, il ne peut y être dérogé dans un sens défavorable aux salariés par accord d'entreprise conclu dans le cadre du dernier alinéa de l'article L. 2253-3 du code du travail.

## **Article 4**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant à l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail.

PRESANSE accomplira les formalités nécessaires, afin d'obtenir l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 20 février 2019.

(Suivent les signatures.)